



#### DÉCISION

Décision concernant une action en référé  
instruction en vue d'établir une analyse  
technique des désordres affectant le Vélodrome  
de Bonnac La Cote

N°27536

#### LE PRÉSIDENT DE LIMOGES MÉTROPOLE

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5212-2 et L.5212-10;

**Vu** le Code de la commande publique et notamment son article L.2512-5 8°;

**Vu** la délibération n°12 du conseil communautaire du 17 avril 2015 au terme de laquelle le conseil communautaire a délégué au Président, en application des articles L.5212-2 et L.5212-10 du Code général des collectivités territoriales, certaines de ses attributions, notamment en ce qui concerne les actions en parties intervenant la Communauté urbaine;

**CONSIDÉRANT** l'intérêt qui s'attache pour la Communauté urbaine Limoges Métropole aux fins de rechercher la responsabilité dévolue des constructeurs de demandes en offre, la désignation d'un expert afin d'établir les parties et le tribunal sur un possible litige à notre relatif à l'origine de désordres constatés sur le Vélodrome de Bonnac La Cote, d'en rechercher les causes et la quantification de préjudice subi;

#### DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>** - La Communauté urbaine Limoges métropole décide d'intenter une action en justice afin d'établir, dans le cadre d'une référé expertise auprès du Tribunal administratif de Limoges, la désignation d'un expert aux fins de constater les désordres, d'en rechercher les causes et d'établir les préjudices subis par la Communauté urbaine au titre de l'ouvrage qui constitue le vélodrome de Bonnac La Cote.

**Article 2** - la SCP LONGUEUR - SAGALZVITCH - BOLDRE-RECHTERBIS & Associés (ci-après dénommée) représentée par M. Christophe LONGUEUR est chargée d'assurer la défense des intérêts de la Communauté urbaine dans cette affaire.

La mission confiée à la SCP LONGUEUR - SAGALZVITCH - BOLDRE-RECHTERBIS & Associés (ci-après dénommée) porte sur l'exécution d'une expertise en référé devant le Tribunal administratif de Limoges et le suivi de la procédure contentieuse jusqu'à l'obtention de la décision judiciaire définitive, à l'exception, après que l'accompagnement de la Communauté urbaine pendant la durée des opérations d'expertise.

**Article 3** - Les frais et honoraires pourront être réglés par provision, sur factures émises par l'expert.

Les crédits nécessaires seront imputés au budget afférent de la Communauté urbaine.

## DÉCISION

# Décision concernant une action en référé instruction en vue d'établir une analyse technique des désordres affectant le Vélodrome de Bonnac La Cote

1 DOCUMENT - Publié le 27 Novembre 2025



**27536.pdf**  
(.pdf, 208,1 Ko)



**TÉLÉCHARGER**